VR.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
23-12-1983
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

L. 15.763/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 4 octobre 1983, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant certaines dispositions administratives en faveur de certains agents de l'Administration de la Marine et de la Navigation intérieure", a donné le 5 décembre 1983 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 4e oktober 1983 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende sommige administratieve bepalingen ten gunste van bepaalde personeelsleden van het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart", heeft de 5e december 1983 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

L'intitulé devrait être rédigé comme suit :

"Arrêté royal relatif au recrutement et à la promotion de certains agents de l'Administration de la marine et de la navigation intérieure".

PREAMBULE.

A l'alinéa 2, il y a lieu d'omettre les mots ", modifiée par la loi du 11 juillet 1975".

Les alinéas 4 et 5 devraient être rédigés de la manière suivante :

"Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 16 mars 1964, 17 septembre 1969, 14 décembre 1970, 23 septembre 1971, 31 janvier 1977, 11 février 1977, 30 janvier 1978, 4 juillet 1979, 25 avril 1980, 12 août 1981 et 24 novembre 1981;

Vu l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 10 juillet 1972, 1er août 1975, 30 janvier 1978, 23 mars 1981, 10 août 1981, 12 août 1981, 18 novembre 1982, 13 décembre 1982, 21 mars 1983 et 13 septembre 1983;".

.../...

Comme l'arrêté en projet déroge à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, il doit être motivé en vertu de l'article 116 de cet arrêté. Pour satisfaire à cette obligation de motivation, il y a lieu de rédiger le considérant de manière plus précise.

DISPOSITIF.

Article 1er.

Le paragraphe 1er, qui se borne à annoncer l'objet de l'arrêté en projet, n'a pas, en lui-même, de portée juridique et peut être omis.

Les paragraphes 2 et 3 (devenant les paragraphes 1er et 2) seraient mieux rédigés comme suit :

"§ 1er. A l'exception des élèves pilotes et des élèves pilotes côtiers, les agents doivent, pour participer aux examens ou aux épreuves de capacité, satisfaire aux conditions d'ancienneté suivantes :

1° pour l'examen d'avancement de grade :

ne pas avoir une ancienneté inférieure de plus d'un an à celle qui est requise pour la nomination au grade;

2° pour l'épreuve de capacité pour avancement de grade :

ne pas avoir une ancienneté inférieure de plus de trois mois à celle qui est requise pour la nomination au grade;

.../...

3° pour le concours d'accession au niveau supérieur ou pour l'épreuve de capacité au niveau supérieur :
satisfaire à la condition d'ancienneté requise pour participer au concours ou à l'épreuve de capacité pour le grade.

§ 2. Ne peuvent participer :

1° aux concours d'accession au grade de commis : les titulaires du grade de quartier-maître des manoeuvres, d'opérateur du service du pilotage, de cuisinier, de matelot, de signaleur de marées;

2° aux concours d'accession au grade de rédacteur : les titulaires du grade de patron en chef de la côte, de patron de 1ère classe, de motoriste en chef, de patron en chef, de premier motoriste, de premier patron, de chef-cuisinier, de second du remorquage, de motoriste, de patron, de patron de 1ère classe-rade, de maître, de patron de 2ème classe;

3° aux concours d'accession au grade de secrétaire d'administration: les titulaires du grade d'inspecteur maritime, de chef pilote, de patron-pilote, chargé de mission, de pilote (Anvers), de pilote (Bouches de l'Escaut), de pilote (Gand), de pilote côtier, de commissaire maritime, de commissaire maritime adjoint, de contrôleur du trafic maritime principal, de pilote (Haut-Escaut), de contrôleur du trafic maritime, d'élève-pilote (Anvers), d'élève-pilote (Bouches de l'Escaut), d'élève-pilote (Gand), d'élève-pilote côtier, d'élève-pilote (Haut-Escaut)".

.../...

Article 2.

Au paragraphe 1er, la mention du grade de "contrôleur du trafic maritime" doit précéder celle du grade de "commissaire maritime adjoint".

Le paragraphe 4 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 4. Les candidats aux grades de matelot, de motoriste, de contrôleur du trafic maritime et de commissaire maritime adjoint sont admis au stage dans l'ordre de leur classement. Le stage a une durée d'un an, sauf pour le contrôleur du trafic maritime dont le stage est fixé à six mois.

Dès leur recrutement, les candidats aux grades d'élève-pilote et d'élève-pilote côtier sont nommés à un de ces grades en qualité d'agent de l'Etat dans l'ordre de leur classement".

Article 3.

Il n'est pas d'usage, conformément aux principes de notre droit public, que le Roi attribue directement à un fonctionnaire des pouvoirs d'exécution d'un arrêté royal. Il est dès lors suggéré de rédiger l'alinéa 1er du paragraphe 1er comme suit :

"Le Ministre organise les épreuves de capacité ainsi que les vérifications des aptitudes professionnelles et en fixe les modalités. Il peut déléguer ce pouvoir au fonctionnaire qui dirige l'Administration de la marine et de la navigation intérieure".

.../...

Cette observation vaut pour les articles dans lesquels des pouvoirs sont confiés au "chef" de l'Administration de la marine et de la navigation intérieure (article 5, § 1er, alinéa 2, et article 6, alinéa 2).

A l'alinéa 2 du paragraphe 1er, il convient d'écrire :

"Le jury est composé :

- d'un président qui peut être le fonctionnaire qui dirige l'Administration de la marine et de la navigation intérieure ou son délégué;

- de deux assesseurs au moins choisis parmi les fonctionnaires de cette administration en raison de leur compétence par rapport à l'emploi à conférer".

L'alinéa 2 du paragraphe 3 gagnerait en clarté dans la rédaction suivante :

"Si à la suite de l'épreuve ou de la vérification des aptitudes professionnelles il y a un nombre suffisant de candidats jugés aptes, les capacités ou les aptitudes des autres candidats ne sont pas examinées".

La fin du paragraphe 4, alinéa 1er, serait mieux rédigée comme suit :

"... sont accordées dans l'ordre fixé à l'article 33, § 2, de l'arrêté royal du 7 août 1939".

.../...

L'alinéa 2 du paragraphe 4 serait plus simplement rédigé comme suit :

"Une proposition d'avancement est publiée préalablement à toute promotion par accession au niveau supérieur".

Article 4.

Au paragraphe 1er, le mot "repris" devrait être remplacé par le mot "mentionné".

"Au paragraphe 2 du texte néerlandais, les mots "meerdere groepen" et "onvoldoende laureaten" devraient être remplacés respectivement par les mots "verscheidene groepen" et "geen voldoend aantal geslaagden".

Article 5.

Le début de l'alinéa 3 du paragraphe 1er devrait être libellé comme suit :

"Par dérogation à l'article 3, §§ 3 et 4, l'élève-pilote et l'élève-pilote côtier sont promus ...".

Le paragraphe 2 pourrait être supprimé, les emplois de pilote et de pilote côtier étant respectivement réservés à l'élève pilote et à l'élève pilote côtier.

.../...

Si ce paragraphe 2 était supprimé, l'article ne devrait plus contenir le signe "§ 1er".

Article 6.

La durée du stage pour obtenir le grade de contrôleur du trafic maritime étant fixée à l'article 2, § 4, proposé ci-dessus, les mots "après un stage de 6 mois" doivent être omis à l'alinéa 1er.

Article 8.

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Est démis d'office, à l'expiration d'un préavis de trois mois, l'ingénieur qui ne possédait pas, lors de son recrutement, le diplôme d'ingénieur civil des constructions navales et qui, désigné pour suivre les cours durant une année académique, n'a pas obtenu le diplôme au terme des deux sessions de cette année académique".

Il conviendrait, à l'alinéa 2, troisième ligne, de supprimer les mots "en question".

Article 9.

Il y a lieu d'omettre cet article, les mesures transitoires figurant à l'article 10 ainsi que dans la dernière colonne de l'Annexe.

.../...

Article 10 (devenant l'article 9).

Dans le texte néerlandais, l'alinéa 1er du paragraphe 1er devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

A l'alinéa 2 du paragraphe 1er, il convient d'omettre les mots "de cet arrêté".

L'alinéa 3 du même paragraphe 1er serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Cette épreuve ne sera organisée une deuxième fois que si, à la suite de la première épreuve, il n'y a pas de lauréats".

Article 11 (devenant l'article 10).

Il conviendrait de substituer aux tirets utilisés à l'alinéa 1er, la division en 1° et 2°.

Dans le texte néerlandais,il y aurait lieu d'écrire : "Opgeheven worden" au lieu de "Worden opgeheven".

Au 1°, il conviendrait d'écrire : ", modifié par les arrêtés royaux des ... 6 décembre 1979, 31 janvier 1980 et 14 avril 1980;".

Après avoir abrogé, en son alinéa 1er, l'arrêté royal du 29 août 1969, l'article 11 du projet dispose, en son alinéa 2 :

.../...

"Les dispositions de l'arrêté royal du 29 août 1969 précité qui, en vertu de l'article 41 de la loi du 1er juillet 1971 portant création de la Régie des Transports maritimes étaient d'application aux agents de cette Régie, leur restent toutefois applicables tant que le Roi n'aura pas fixé le statut de ces agents".

Cette disposition n'a pas trait aux agents de l'Administration de la marine et de la navigation intérieure mais aux agents de la Régie des transports maritimes, qui a été créée par la loi du 1er juillet 1971 et qui figure dans la catégorie A des organismes d'intérêt public de l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Le statut des agents de la Régie doit être fixé par le Roi en application de l'article 11 de la loi du 16 mars 1954.

La loi du 1er juillet 1971 prévoit en son article 41 :

"Tant que le statut du personnel de la Régie ne sera pas fixé par le Roi, le statut des agents de l'Etat est d'application au personnel de la Régie, sans préjudice toutefois des règles statutaires spéciales prescrites pour les agents de l'Administration de la marine et de la navigation intérieure".

Abrogeant l'arrêté royal du 29 août 1969 par l'article 11, alinéa 1er, 1°, du projet, le Roi peut en maintenir l'application aux agents de la Régie. Ce faisant, il prend à

.../...

l'égard de ces agents des dispositions statutaires qui, bien que fragmentaires, trouvent un fondement dans l'article 11, de la loi du 16 mars 1954.

Toutefois, il serait souhaitable que cette disposition fasse l'objet,pour des raisons de clarté, d'un chapitre distinct.

Il conviendrait, par ailleurs, que le mot "précité" ne figure pas dans le texte de cet alinéa.

Article 12 (devenant éventuellement l'article 11).

L'article 12 du projet dispose :

"Le présent arrêté entre en vigueur le ".

S'il entre dans les intentions du Gouvernement de ne donner aucun effet rétroactif au projet, il s'indique d'omettre cet article; l'arrêté royal entrera en vigueur dix jours après sa publication au Moniteur belge.

Si, par contre, l'intention du Gouvernement était de donner au projet une portée rétroactive, l'article 12 du projet ne pourrait être admis que si la rétroactivité n'a pas comme résultat de violer les droits acquis des agents.

+

.../...

ANNEXE.

Si le second du remorquage (rang 32) est recruté parmi les agents de la Régie en application de l'article 33 de la loi du 1er juillet 1971, il s'agit non d'une promotion par avancement de grade ou par accession au niveau supérieur mais d'un recrutement.

Il en est de même pour le patron de 2ème classe, rang 30.

L'annexe devrait, en conséquence, être complétée pour ces deux grades.

En ce qui concerne :

le rang 30 : préparateur technicien,
ouvrier spécialiste pour entretien de navire,

le rang 43 : ouvrier qualifié A pour entretien de navires,
cuisinier,

le rang 42 : conducteur d'auto-mécanicien,

le rang 40 : aide-ouvrier pour entretien de navires,

ces grades peuvent figurer dans l'arrêté ministériel qui est examiné par le Conseil d'Etat, section de législation, sous le n° L. 15.764 puisqu'il s'agit de recrutements qui ne dérogent pas au statut des agents de l'Etat.

OPSCHRIFT.

Het opschrift zou aldus moeten worden gesteld :

"Koninklijk besluit betreffende de aanwerving en de bevordering van sommige personeelsleden van het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart".

AANHEF.

In het tweede lid behoren de woorden "gewijzigd bij de wet van 11 juli 1975" te vervallen.

Het vierde en het vijfde lid zouden op de volgende wijze geredigeerd moeten worden :

"Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 maart 1964, 17 september 1969, 14 december 1970, 23 september 1971, 31 januari 1977, 11 februari 1977, 30 januari 1978, 4 juli 1979, 25 april 1980, 12 augustus 1981 en 24 november 1981;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 juli 1972, 1 augustus 1975, 30 januari 1978, 23 maart 1981, 10 augustus 1981, 12 augustus 1981, 18 november 1982, 13 december 1982, 21 maart 1983 en 13 septembęr 1983;".

.../...

Daar het ontworpen besluit afwijkt van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, dient het krachtens artikel 116 van dat besluit te worden gemotiveerd. Om aan die eis tot motivering te voldoen, moet de considerans nauwkeuriger worden geformuleerd.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Paragraaf 1, die er zich toe bepaalt het doel van het ontworpen besluit aan te kondigen, heeft op zichzelf geen juridische betekenis en kan vervallen.

De paragrafen 2 en 3 (die de paragrafen 1 en 2 worden) zouden beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 1. Met uitzondering van de leerling-loodsen en de leerling-kustloodsen moeten de personeelsleden die aan de examens of aan de bekwaamheidsproeven willen deelnemen, aan de volgende anciënniteitsvoorwaarden voldoen :

1° voor het examen voor verhoging in graad :

een anciënniteit bezitten die niet meer dan één jaar beneden die ligt welke voor de benoeming tot de graad is vereist;

2° voor de bekwaamheidsproef voor verhoging in graad :

een anciënniteit bezitten die niet meer dan drie maanden beneden die ligt welke voor de benoeming tot de graad is vereist;

.../...

3° voor het vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau of voor de bekwaamheidsproef voor het hogere niveau :

voldoen aan het anciënniteitsvereiste voor deelneming aan het vergelijkend examen of aan de bekwaamheidsproef voor de graad.

§ 2. Van deelneming zijn uitgesloten :

1° wat de vergelijkende examens voor overgang naar de graad van klerk betreft : de personeelsleden met de graad van kwartiermeester, loodsdienst, operateur, kok, matroos, tijseiner;

2° wat de vergelijkende examens voor overgang naar de graad van opsteller betreft : de personeelsleden met de graad van opperschipper der kust, schipper 1e klasse, hoofdmotorist, opperschipper, eerste motorist, eerste schipper, chef-kok, stuurman bij de sleepdienst, motorist, schipper, schipper rede 1e klasse, bootsman, schipper 2e klasse;

3° wat de vergelijkende examens voor overgang naar de graad van bestuurssecretaris betreft : de personeelsleden met de graad van zeevaartinspecteur, chefloods, loodsschipper, zendingsgelastigde, loods (Antwerpen), loods (Scheldemonden), loods (Gent), kustloods, waterschout, adjunct-waterschout, eerstaanwezend maritiem verkeersleider, loods (Bovenschelde), maritiem verkeersleider, leerling-loods (Antwerpen), leerling-loods (Scheldemonden), leerling-loods (Gent), leerling-kustloods, leerling-loods (Bovenschelde)".

.../...

Artikel 2.

In paragraaf 1 behoort de graad van "maritiem verkeersleider" vóór de graad van "adjunct-waterschout" te worden vermeld".

Paragraaf 4 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 4. De kandidaten voor de graden van matroos, motorist, maritiem verkeersleider en adjunct-waterschout worden in de orde van hun rangschikking tot de stage toegelaten. De stage duurt één jaar, behalve voor de maritiem verkeersleider, wiens stage op zes maanden is vastgesteld.

De kandidaten voor de graden van leerling-loods en leerling-kustloods worden, zodra zij aangeworven zijn, in een van die graden tot rijksambtenaar benoemd in de orde van hun rangschikking".

Artikel 3.

Overeenkomstig de beginselen van ons publiek recht is het niet gebruikelijk dat de Koning bevoegdheden om een koninklijk besluit uit te voeren rechtstreeks aan een ambtenaar toekent. Derhalve wordt voorgesteld het eerste lid van paragraaf 1 in dezer voege te stellen :

"De Minister organiseert de bekwaamheidsproeven alsmede de onderzoekingen naar de beroepsgeschiktheid en stelt de nadere regelen ervan vast. Hij kan die bevoegdheid overdragen aan de ambtenaar die de leiding heeft van het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart".

.../...

Deze opmerking geldt voor de artikelen waarin bevoegdheden worden toegekend aan het "hoofd" van het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart (artikel 5, § 1, tweede lid, en artikel 6, tweede lid).

In het tweede lid van paragraaf 1 schrijve men :

"De examencommissie bestaat uit :

- een voorzitter, die de ambtenaar mag zijn die de leiding heeft van het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart of zijn gemachtigde;

- ten minste twee bijzitters, uit de ambtenaren van dat bestuur gekozen wegens hun bevoegdheid in verband met de toe te wijzen betrekking".

Het tweede lid van paragraaf 3 zou duidelijker zijn indien het als volgt werd geredigeerd :

"Indien de proef of het onderzoek naar de beroepsgeschiktheid een voldoende aantal geschikt bevonden kandidaten heeft opgeleverd, wordt de bekwaamheid of de geschiktheid van de overige kandidaten niet onderzocht".

Het slot van paragraaf 4, eerste lid, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"... worden verleend in de bij artikel 33, § 2, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 vastgestelde volgorde".

.../...

Het tweede lid van paragraaf 4 kan op een eenvoudiger wijze als volgt worden geredigeerd :

"Vóór elke bevordering door overgang naar het hogere niveau wordt een bevorderingsvoorstel bekendgemaakt".

Artikel 4.

In paragraaf 1 vervange men het woord "opgesomde" door "vermelde".

In paragraaf 2 schrijve men "verscheidene groepen" in plaats van "meerdere groepen" en "geen voldoend aantal geslaagden" in plaats van "onvoldoende laureaten".

Artikel 5.

Het derde lid van paragraaf 1 zou als volgt geformuleerd moeten worden :

"In afwijking van artikel 3, §§ 3 en 4, worden de leerling-loods en de leerling-kustloods in de volgende orde bevorderd tot de graad van loods, respectievelijk kustloods :

1° de geslaagde met de grootste graadanciënniteit;

2° bij gelijke graadanciënniteit, de geslaagde met de beste rangschikking in de bekwaamheidsproef".

.../...

Paragraaf 2 zou kunnen vervallen daar voor de betrekkingen van loods en van kustloods alleen leerling-loodsen, respectievelijk leerling-kustloodsen in aanmerking komen.

Indien paragraaf 2 wordt geschrapt, moet het artikel niet meer het teken "§ 1" bevatten.

Artikel 6.

Daar de duur van de stage voor het verkrijgen van de graad van maritiem verkeersleider bepaald is in het hiervoren voorgestelde artikel 2, § 4, moeten in het eerste lid de woorden "na een stage van 6 maanden" vervallen.

Artikel 8.

Het eerste lid zou beter als volgt geredigeerd worden :

"Na een opzeggingstermijn van drie maanden wordt ambtshalve ontslagen de ingenieur die bij zijn aanwerving niet het diploma van burgerlijk scheepsbouwkundig ingenieur bezat en die, nadat hij was aangewezen om gedurende een academiejaar colleges te volgen, aan het einde van de twee zittijden van dat academiejaar het diploma niet heeft behaald".

Op de tweede regel van het tweede lid behoort het woord "betrokken" te vervallen.

.../...

Artikel 9.

Dit artikel behoort te vervallen daar de overgangsmaatregelen in artikel 10 en in de laatste kolom van de Bijlage zijn opgenomen.

Artikel 10 (dat artikel 9 wordt).

Het eerste lid van paragraaf 1 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"De bekwaamheidsproef die in het overgangsstelsel is voorgeschreven voor de betrekking van werkmeester voor scheepswerk, wordt georganiseerd binnen het jaar na de datum waarop dit besluit in werking treedt".

In het tweede lid van paragraaf 1 dienen de woorden "van dit besluit" te vervallen.

Het derde lid van dezelfde paragraaf 1 zou beter op de volgende wijze worden geredigeerd :

"Deze proef wordt slechts een tweede maal georganiseerd indien de eerste proef geen geslaagden heeft opgeleverd".

Artikel 11 (dat artikel 10 wordt).

Men schrijve "Opgeheven worden" in plaats van "Worden opgeheven".

.../...

De streepjes in het eerste lid zouden door een onderverdeling in 1° en 2° vervangen moeten worden.

In 1° behoort men te schrijven :", gewijzigd bij de koninklijke besluiten van ... 6 december 1979, 31 januari 1980 en 14 april 1980;".

Artikel 11 van het ontwerp, na in het eerste lid het koninklijk besluit van 29 augustus 1969 te hebben opgeheven, bepaalt in het tweede lid :

> "De bepalingen van voormeld koninklijk besluit van 29 augustus 1969, die krachtens artikel 41 van de wet van 1 juli 1971 houdende oprichting van de Regie voor Maritiem Transport toepasselijk waren op de personeelsleden van deze Regie, blijven nochtans op hen van toepassing tot de Koning het statuut van deze personeelsleden zal vastgesteld hebben".

Die bepaling heeft geen betrekking op de personeelsleden van het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart maar op de personeelsleden van de Regie voor maritiem transport, welke is opgericht bij de wet van 1 juli 1971 en voorkomt onder de instellingen van openbaar nut van categorie A in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Het statuut van de personeelsleden van de Regie dient ter voldoening aan artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 door de Koning te worden vastgesteld.

.../...

Artikel 41 van de wet van 1 juli 1971 bepaalt :

"Tot op het ogenblik dat het statuut van het personeel van de Regie door de Koning is bepaald, is het statuut van het Rijkspersoneel toepasselijk op het personeel van de Regie, onverminderd evenwel de bijzondere statutaire regelen uitgevaardigd voor het personeel van het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart".

Al heft de Koning door middel van artikel 11, eerste lid, 1°, van het ontwerp het koninklijk besluit van 29 augustus 1969 op, toch kan hij de toepassing ervan op de personeelsleden van de Regie handhaven. Zodoende stelt hij ten aanzien van die personeelsleden statuutbepalingen vast die, hoe fragmentarisch ook, gegrond zijn op artikel 11 van de wet van 16 maart 1954.

Duidelijkheidshalve zou het echter wenselijk zijn die bepaling in een afzonderlijk hoofdstuk op te nemen.

Bovendien behoort het woord "voormeld" niet in de tekst van dat lid voor te komen.

Artikel 12 (dat eventueel artikel 11 wordt).

Artikel 12 van het ontwerp bepaalt :

"Dit besluit treedt in werking op ".

Indien de Regering het zo bedoelt dat aan het ontwerp geen terugwerkende kracht wordt verleend, behoort dat artikel achterwege te worden gelaten; het koninklijk besluit

.../...

zal dan in werking treden tien dagen nadat het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Mocht de Regering het ontwerp toch willen doen terugwerken, dan zou er tegen artikel 12 van het ontwerp alleen dan geen bezwaar zijn als de terugwerking niet tot gevolg heeft dat de door de personeelsleden verkregen rechten worden geschonden.

+

BIJLAGE.

Wanneer de stuurman bij de sleepdienst (rang 32) met toepassing van artikel 33 van de wet van 1 juli 1971 wordt aangeworven uit de personeelsleden van de Regie, gaat het niet om een bevordering door verhoging in graad of door overgang naar het hogere niveau, maar om een aanwerving.

Hetzelfde geldt voor de schippers, 2e klasse, rang 30.

Wat die twee graden betreft, behoeft de bijlage dus aanvulling.

Wat betreft de graden van :

rang 30 : amanuensis-technicus,
vakman voor scheepswerk,

rang 43 : geschoold werkman A voor scheepswerk,
kok,

.../...

rang 42 : autobestuurder-mecanicien;

rang 40 : hulpwerkman voor scheepswerk,

deze mogen voorkomen in het ministerieel besluit dat door de Raad van State, afdeling wetgeving, onderzocht wordt onder het nr L. 15.764; het gaat immers om aanwerving waarbij niet wordt afgeweken van het statuut van het rijkspersoneel.

La chambre était composée de

Messieurs : F. REMION, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
L. MATRAY, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, président de chambre.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, kamervoorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

F. REMION.